

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 8 MAI 1906.

Projet de loi portant aggravation des peines de la récidive.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

L'insuffisance des dispositions légales concernant la récidive a été maintes fois signalée.

Les données de la statistique en apportent chaque année l'inquiétant témoignage; elles attestent, en même temps que l'importance de la criminalité, la proportion croissante des récidivistes parmi les condamnés. A côté des délinquants primaires ou occasionnels, existe une classe nombreuse de malfaiteurs en rupture constante avec la loi. Les uns commettent successivement des infractions de nature diverse; les autres, dont le penchant criminel est plus nettement spécialisé, se signalent par la réitération constante d'infractions identiques ou tout au moins similaires. Périodiquement ils comparaissent devant les juges et, dès leur sortie de prison, ils retournent à leur action malfaisante. Impuissant à les corriger, le châtiment ne les intimide pas davantage. Jeunes encore, ils accumulent les condamnations en nombre invraisemblable. Souvent ils forment des bandes organisées, qui menacent gravement la sécurité publique.

Contre ce péril, moins manifeste alors qu'aujourd'hui, le code pénal de 1867 n'a pas efficacement armé la société. Considérant le délit à un point de vue trop exclusivement objectif, il n'envisage pas suffisamment le caractère dangereux du malfaiteur d'habitude. C'est ainsi qu'il épargne toujours une aggravation de peine à l'individu qui, déjà condamné pour délit, commet un crime, alors que la perpétration d'un crime de la même nature que le

délit antérieur révèle, à n'en pas douter, la persistance et même le développement des penchants vicieux du coupable. En matière correctionnelle, il subordonne la récidive légale à l'existence d'une condamnation antérieure à un an d'emprisonnement, mettant ainsi à l'abri d'une répression plus sévère quantité de délinquants qui se signalent par une série ininterrompue de petits délits. Et cependant, la science pénale est unanime à déclarer que la réitération de petites infractions conduit à la délinquance professionnelle et constitue ainsi un grave danger social, qu'il faut combattre par des mesures énergiques.

Ajoutons que les conditions de la récidive fussent-elles réunies, l'aggravation demeure, sauf dans un cas exceptionnel, toujours facultative pour le juge. Celui-ci peut même, grâce à l'admission de circonstances atténuantes, réduire les peines en-dessous de la limite normale, voire jusqu'au taux des peines de police. Il en résulte que trop souvent des malfaiteurs obstinés, déjà flétris par de multiples condamnations, sont frappés de châtiments relativement dérisoires.

L'insuffisance du régime actuel éclate davantage encore si l'on tient compte des réductions importantes que les condamnations prononcées par les juges subissent en vertu de la loi du 4 mars 1870, concernant les peines exécutées sous le régime de la séparation.

Une réforme législative s'impose impérieusement. Elle est, comme on l'a dit, le corollaire indispensable de la loi sur la condamnation et la libération conditionnelles. S'il importe, en effet, d'adoucir la répression à l'égard des délinquants dignes d'indulgence, il importe également de frapper les malfaiteurs endurcis avec toute la sévérité que commande l'intérêt social.

Tel est le but du projet de loi que le Gouvernement a l'honneur de soumettre à vos délibérations. A l'exemple du projet déposé par M. le ministre Le Jeune en 1893 et tombé par suite d'une dissolution des Chambres, il distingue la récidive générique de la récidive spécifique. Pour la première il conserve l'économie générale de la loi actuelle, en réduisant toutefois à un emprisonnement de six mois, au lieu d'un an, le taux de la condamnation correctionnelle destinée à former, le cas échéant, le premier terme de la récidive. Il conserve au juge la faculté d'aggraver la peine, sans lui en imposer l'obligation. Lorsque, en effet, l'infraction nouvelle est d'une nature différente de celle qui a entraîné la condamnation antérieure, la présomption de perversité inhérente à la récidive peut être démentie par des circonstances de fait. D'autre part, la loi ne peut, en pareil cas, apprécier d'avance, avec une exactitude suffisante, l'aggravation de la culpabilité de l'agent et la mesure dans laquelle doit être augmentée la peine normale attachée au nouveau délit, dont elle ignore la nature. Il en est autrement en matière de récidive spéciale. Ici le législateur connaît d'avance l'infraction ou tout au moins le genre de l'infraction sujette à une répression plus sévère. Ici aussi la rechute démontre avec plus de certitude la persistance des passions mauvaises. C'est pourquoi le projet rend, en matière de récidive spéciale, l'aggravation de peine obligatoire pour le juge et proportionne la gravité du châtiment à la fréquence des rechutes.

La récidive spécifique suppose comme premier terme soit une condamnation à une peine criminelle, soit une condamnation à un emprisonnement de six mois au moins, soit trois condamnations successives à l'emprisonnement correctionnel prononcées en l'espace de dix années pour délits de même nature.

Le second terme se constitue d'une infraction nouvelle — crime ou délit — de la même nature que le crime ou les délits antérieurs et commise avant l'expiration d'un délai déterminé. Celui-ci varie selon l'importance de la condamnation primitive; il a pour point de départ la date à laquelle la peine antérieure s'est trouvée éteinte, par son exécution, par la prescription ou par la grâce.

Le projet détermine les divers groupes d'infractions qui, par l'identité ou la similitude de leurs mobiles, doivent être considérées comme de même nature. Cette délimitation doit être l'œuvre de la loi; la liberté d'appréciation laissée au juge sur ce point, si important pour le prévenu, risquerait d'entraîner des appréciations divergentes, une jurisprudence contradictoire et, comme conséquence, l'inégalité dans la distribution de la justice et l'inefficacité de la loi. Le système du projet est d'ailleurs conforme à l'économie du code, qui définit strictement les conditions de la récidive.

En même temps qu'il élargit ces conditions, le projet élève le minimum des peines applicables dans tous les cas de récidive spécifique. En matière correctionnelle l'aggravation progresse en raison du degré de la récidive, s'arrêtant toutefois au double du maximum de la peine normale.

Le projet n'exclut pas les récidivistes du bénéfice des circonstances atténuantes. L'application de cette règle générale de notre droit pénal peut, en effet, même à leur égard, se justifier dans certains cas. Mais, à l'exemple de l'article 82 du code actuel, l'article 2 restreint les limites dans lesquelles les tribunaux pourront diminuer la peine en cas de récidive spécifique; il complète dans ce but les articles 82 et 83 du code pénal.

Les articles 3 et 4 concernent la récidive en matière de contraventions. Ici encore le projet élargit les conditions de la récidive légale; il n'exige plus que les condamnations antérieures aient été prononcées par le même tribunal. L'aggravation de peine, en effet, ne doit pas dépendre du lieu où la contravention a été commise, mais bien de la répétition fréquente de la même infraction.

Le projet établit, ici comme en matière correctionnelle, une aggravation de peine obligatoire et progressive, mais seulement pour les contraventions les plus graves.

Il arrive, en effet, — comme le disait l'exposé des motifs du projet de 1893, — un moment où, en présence de la reproduction constante des mêmes contraventions, les dispositions actuelles du code sont complètement illusoires. Dans cette pensée le projet impose, après trois condamnations à l'emprisonnement de police encourues en récidive pour la même contravention, une peine fixe d'emprisonnement de police. Après dix condamnations encourues dans les mêmes conditions, il édicte une peine correctionnelle,

que justifie suffisamment l'importance du trouble social causé par des rechutes nombreuses et rapprochées.

Dans ces cas, la multiplicité des infractions et le peu d'importance des peines ne permettent plus l'application de circonstances atténuantes.

Le Ministre de la Justice,

J. VAN DEN HEUVEL.



PROJET DE LOI.

Léopold II,**ROI DES BELGES,***A tous présents et à venir, Salut !*

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions du chapitre V du livre 1^{er} du code pénal, concernant la récidive, sont modifiées comme suit :

ART. 54. — Quiconque, ayant été condamné à une peine criminelle, aura commis un crime emportant la réclusion, pourra être condamné aux travaux forcés de dix ans à quinze ans.

Si le crime emporte les travaux forcés de dix ans à quinze ans, le coupable pourra être condamné aux travaux forcés de quinze ans à vingt ans.

Il sera condamné à dix-sept ans au moins de cette peine, si le crime emporte les travaux forcés de quinze ans à vingt ans.

Il sera condamné au maximum de la peine aggravée d'après les dispositions qui précèdent, si la récidive consiste dans la répétition d'un crime de même nature et se produit avant l'expiration de dix ans depuis l'extinction de la peine antérieure.

ART. 54bis. — Quiconque, ayant été condamné à une peine criminelle, aura commis un crime puni de la détention

WETSONTWERP.

Leopold II,**KONING DER BELGEN,***Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !*

Onze Minister van Justitie is belast met in Onzen naam aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL ÉÉN.

De bepalingen van hoofdstuk V van het Eerste boek van het Strafwetboek, betreffende de herhaling, zijn als volgt gewijzigd :

ART. 54. — Hij die, na tot lijfstraf veroordeeld te zijn geworden, eene met opsluiting gestrafte misdaad pleegt, kan tot dwangarbeid van tien tot vijftien jaren worden veroordeeld.

Indien de misdaad wordt gestraft met dwangarbeid van tien tot vijftien jaren, kan de schuldige tot dwangarbeid van vijftien tot twintig jaren worden veroordeeld.

Hij wordt tot ten minste zeventien jaren van deze straf veroordeeld, indien de misdaad met dwangarbeid van vijftien tot twintig jaren wordt gestraft.

Hij wordt tot het maximum der volgens de voorgaande bepalingen verzwaaarde straf veroordeeld, indien de herhaling in het wederplegen van eene gelijksoortige misdaad bestaat en plaats heeft vooraleer tien jaren verlopen zijn sedert de beëindiging van de voorafgaande straf.

ART. 54bis. — Hij die, na tot lijfstraf veroordeeld te zijn geworden, eene met hechtenis van vijf tot tien jaren gestrafte

de cinq ans à dix ans, pourra être condamné à la détention de dix ans à quinze ans.

Si le crime est puni de la détention de dix ans à quinze ans, le coupable pourra être condamné à la détention extraordinaire.

Il sera condamné à dix-sept ans au moins de détention, si le crime emporte la détention extraordinaire.

ART. 54^{ter}. — Quand, après une condamnation à un emprisonnement de six mois au moins ou après trois condamnations successives à l'emprisonnement correctionnel, prononcées à sa charge, en l'espace de dix années, pour délits de même nature, un récidiviste aura commis un crime de la nature du délit ou des délits antérieurs, avant l'expiration de cinq ans depuis l'extinction de sa dernière peine, il sera condamné au maximum de la peine privative de liberté établie par la loi pour ce crime

ART. 55. — Quiconque, après une condamnation à une peine criminelle, aura commis un délit, pourra être condamné à une peine double du maximum porté par la loi contre ce délit.

La peine ne pourra être inférieure à ce maximum, si le délit est de la même nature que le crime antérieur et s'il a été commis avant l'expiration de dix ans depuis l'extinction de la peine précédente.

ART. 55^{bis}. — Quiconque, après une condamnation à un emprisonnement de six mois au moins, aura commis un nouveau délit avant l'expiration de cinq ans depuis l'extinction de sa peine, pourra être condamné à une peine double du maximum porté par la loi contre le délit.

misdaad pleegt, kan tot hechtenis van tien tot vijftien jaren worden veroordeeld.

Indien de misdaad met hechtenis van tien tot vijftien jaren wordt gestraft, kan de schuldige tot buitengewone hechtenis worden veroordeeld.

Hij wordt tot ten minste zeventien jaren hechtenis veroordeeld, indien de misdaad met buitengewone hechtenis wordt gestraft.

ART. 54^{ter}. — Wanneer, na ééne veroordeeling tot ééne gevangenisstraf van ten minste zes maanden of nadrie achtereenvolgende veroordeelingen tot boetstrafelijke gevangenis, binnen een bestek van tien jaren; ten zijnen laste uitgesproken wegens gelijksoortige wanbedrijven, een recidivist ééne misdaad van den aard van het vroegere wanbedrijf of van de vroegere wanbedrijven pleegt vooraleer vijf jaren verlopen zijn sedert de beeindiging zijner laatste straf, dan wordt hij veroordeeld tot het maximum van de door de wet op die misdaad gestelde vrijheidsstraf.

ART. 55. — Hij die, na ééne veroordeeling tot lijfstraf, een wanbedrijf begaat, kan worden veroordeeld tot ééne straf, beloopende het dubbel van het maximum, door de wet op dat wanbedrijf gesteld.

De straf kan niet minder dan dat maximum bedragen, indien het wanbedrijf van gelijken aard is als de vroegere misdaad, en indien het begaan werd vooraleer tien jaren verlopen zijn sedert de beeindiging van de voorafgaande straf.

ART. 55^{bis}. — Hij die, na ééne veroordeeling tot ééne gevangenisstraf van ten minste zes maanden, een nieuw wanbedrijf begaat vooraleer vijf jaren verlopen zijn sedert de beeindiging van zijne straf, kan worden veroordeeld tot ééne straf beloopende het dubbel van het maximum door de wet op het wanbedrijf gesteld.

La peine ne pourra être inférieure à ce maximum, si le nouveau délit est de la même nature que le délit antérieur.

ART. 55^{ter}. — Quiconque, après trois condamnations successives à l'emprisonnement correctionnel prononcées, en l'espace de dix années, pour délits de même nature, aura commis un nouveau délit de la même nature, avant l'expiration de cinq ans depuis l'extinction de sa dernière peine, sera condamné au maximum de la peine établie par la loi pour ce délit.

ART. 55^{quater}. — Lorsque, après avoir été condamné dans les conditions de récidive spécifique définies par les articles précédents, le récidiviste aura commis un délit de la même nature avant l'expiration de cinq ans depuis l'extinction de sa peine, la condamnation ne pourra être inférieure au maximum, augmenté de moitié, de la peine fixée par la loi pour ce délit.

Quiconque, après avoir été condamné dans les conditions du paragraphe précédent, aura commis un nouveau délit de la même nature, dans un même délai, sera condamné au double du maximum de la peine établie par la loi pour le nouveau délit.

La même peine sera appliquée à tout nouveau délit de même nature commis ultérieurement dans un même délai.

ART. 55^{quinquies}. — Dans les cas prévus par les quatre articles précédents, le condamné pourra être placé par le jugement ou l'arrêt sous la surveillance spéciale de la police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

ART. 56. — Outre les infractions à une même disposition du présent code, seront considérés comme étant de même

De straf kan niet minder dan dat maximum bedragen indien het nieuwe wanbedrijf van gelijken aard is als het vroegere wanbedrijf.

ART. 55^{ter}. — Hij die, na drie achtereenvolgende veroordeelingen tot boetstraffelijke gevangenis binnen het tijdsbestek van tien jaren uitgesproken wegens gelijksoortige wanbedrijven, een nieuw gelijksoortig wanbedrijf begaat, vooraleer vijf jaren verlopen zijn sedert de beëindiging zijner laatste straf, wordt gestraft met het maximum der door de wet op dat wanbedrijf gestelde straf.

ART. 55^{quater}. — Wanneer, na veroordeeld te zijn geworden in de bij de voorgaande artikelen bepaalde voorwaarden van speciale herhaling, de recidivist een gelijksoortig wanbedrijf pleegt vooraleer vijf jaren verlopen zijn sedert de beëindiging zijner straf, dan kan de veroordeeling niet minder bedragen dan het met de helft verhoogde maximum van de straf door de wet op dat wanbedrijf gesteld.

Hij die, na veroordeeld te zijn geworden in de voorwaarden van de voorgaande paragraaf, binnen hetzelfde tijdsbestek opnieuw een gelijksoortig wanbedrijf pleegt, wordt gestraft met het dubbel van het maximum der door de wet op het nieuwe wanbedrijf gestelde straf.

Dezelfde straf wordt opgelegd bij elk nieuw gelijksoortig wanbedrijf later binnen hetzelfde tijdsbestek begaan.

ART. 55^{quinquies}. — In de bij de vier voorgaande artikelen voorziene gevallen kan de veroordeelde bij het vonnis of het arrest onder het bijzonder toezicht der politie worden geplaatst voor den tijd van ten minste vijf en ten hoogste tien jaren.

ART. 56. — Als gelijksoortig, ten aanzien van de toepassing van de voorgaande bepalingen worden — buiten de

nature au point de vue de l'application des dispositions précédentes :

A. — Les crimes et délits prévus dans un même chapitre du présent code, à l'exception de ceux compris aux chapitres IX du titre V, IV du titre VI, VI du titre VIII du livre II;

B. — Les infractions réunies dans l'une des catégories suivantes :

1° Les crimes ou délits de fausse monnaie, contrefaçon ou falsification, faux, faux témoignage, faux serment, prévus aux cinq premiers chapitres du titre III du livre II;

2° Les crimes ou délits de viol, attentat à la pudeur, prostitution ou corruption de la jeunesse, outrages publics aux bonnes mœurs;

3° Les crimes ou délits de rébellion, homicide et lésions corporelles volontaires, menace d'attentat contre les personnes;

4° Les crimes ou délits de vol, extorsion, banqueroute, abus de confiance, escroquerie, tromperie, recel, fraude, prévus aux chapitres I et II du titre IX du livre II; de détournement commis par des fonctionnaires publics, de falsification de denrées alimentaires prévus aux articles 454 à 456 du présent code.

Art. 57. — Les règles établies pour la récidive seront appliquées, conformément aux articles précédents, en cas de condamnation antérieure prononcée par un tribunal militaire, pour un fait qualifié crime ou délit par les lois pénales ordinaires, et à une peine portée par les mêmes lois.

Si, pour ce fait, une peine portée par les lois militaires a été prononcée, les cours et tribunaux, dans l'appréciation de la récidive, n'auront égard qu'au minimum de la peine que le fait puni par

inbreuken op eene zelfde bepaling van dit wetboek — beschouwd :

A. De misdaden en wanbedrijven in een zelfde hoofdstuk van dit wetboek voorzien, met uitzondering van die welke in de hoofdstukken IX van titel V, IV van titel VI, VI van titel VIII, in het tweede boek zijn vermeld;

B. De inbreuken binnen eene der volgende categorieën samengebracht :

1° De misdaden of wanbedrijven van valsche munt, muntnamaking of -vervalsching, valscheid, valsche gefuigenis, meened, in de vijf eerste hoofdstukken van titel III van het tweede boek voorzien;

2° De misdaden of wanbedrijven van verkrachting, feitelijke aanranding van de eerbaarheid, koppelarij of verleiding tot ontucht van de jeugd, openbare zedenschennis;

3° De misdaden of wanbedrijven van wederspannigheid, levensrooving en vrijwillig lichamelijk letsel, bedreiging van geweldpleging tegen de personen;

4° De misdaden of wanbedrijven van diefstal, afpersing, bankbreuk, misbruik van vertrouwen, oplichting, bedriegerij, heling, bedrog, voorzien in de hoofdstukken I en II van titel IX van het tweede boek; van verduistering door openbare ambtenaren gepleegd, vervalsching van eetwaren, in de artikelen 454 tot 456 van dit wetboek voorzien.

Art. 57. — De regelen voor de herhaling gesteld worden toegepast overeenkomstig de voorgaande artikelen, in geval van vóórafgaande veroordeeling uitgesproken door eene militaire rechtbank, wegens een feit dat door de gewone strafwetten als misdaad of wanbedrijf wordt omschreven, en tot eene door dezelfde wetten bepaalde straf.

Indien, wegens dit feit, eene door de militaire wetten bepaalde straf werd uitgesproken, letten de hoven en rechtbanken bij de beoordeeling der herhaling, alleen op het minimum der straf, welke

le premier jugement pouvait entraîner d'après les lois pénales ordinaires.

ART. 2.

Les dispositions des articles 82 et 85 du Code pénal sont complétées comme suit :

Art. 82, § 2. — Lorsque, dans les cas de récidive, la loi ordonne l'application du maximum de la peine criminelle aggravée, la cour appliquera le maximum ordinaire de cette peine. Si la loi ordonne l'application du maximum de la peine criminelle ordinaire, la cour appliquera le maximum de la peine immédiatement inférieure.

Art. 85, § 5. — Lorsque la loi fixe le minimum de peine applicable à raison de la récidive, l'emprisonnement et l'amende pourront respectivement être réduits jusqu'à la moitié de ce minimum. Dans ce cas, les paragraphes 2, 3 et 4 du présent article ne seront pas applicables.

ART. 3.

La disposition suivante est ajoutée au code pénal, dont elle formera l'article 564bis :

« Quiconque, ayant encouru antérieurement trois condamnations successives à des peines d'emprisonnement de police pour répétition des infractions prévues aux articles 561 et 563, dans les conditions de l'article 565, commettra de nouveau la même contravention, dans les mêmes conditions, sera condamné, indépendamment de l'amende, à un emprisonnement de neuf jours dans le cas de l'article 561, et à un emprisonnement de douze jours dans le cas de l'article 563.

Si le récidiviste a, dans les conditions ci-dessus indiquées, encouru dix condamnations pour répétition des mêmes

het feit, door het eerste vonnis gestraft, volgens de gewone strafwetten kon medebrengen.

ART. 2.

Het bepaalde in de artikelen 82 en 85 van het Strafwetboek is als volgt aangevuld :

Art. 82, § 2. — Wanneer, in geval van herhaling, de wet het opleggen van het maximum der verzwaarde lijfstraf beveelt, dan legt het Hof het gewone maximum van die straf op. Indien de wet het opleggen van het maximum der gewone lijfstraf beveelt, dan legt het Hof het maximum op van de onmiddellijk daaronder staande straf.

Art. 85, § 5. — Wanneer de wet het minimum der wegens de herhaling oplegbare straf bepaalt, dan kunnen de gevangenisstraf en de geldboete onderscheidenlijk tot de helft van dat minimum worden verminderd. In dat geval zijn de paragrafen 2, 3 en 4 van dit artikel niet van toepassing.

ART. 3.

De volgende bepaling is aan het Strafwetboek toegevoegd, waarvan zij het artikel 564bis zal uitmaken.

« Hij die, na reeds vroeger drie achtereenvolgende veroordeelingen tot politiegevangenisstraffen wegens herhaling van de in de artikelen 561 en 563 voorziene inbreuken te hebben opgelopen in de voorwaarden van artikel 565, opnieuw de gelijke overtreding in dezelfde voorwaarden begaat, wordt, behalve tot de geldboete, veroordeeld, in het geval van artikel 561, tot eene gevangenisstraf van negen dagen en, in het geval van artikel 563, tot eene gevangenisstraf van twaalf dagen.

Indien de recidivist, in de boven omschreven voorwaarden, tien veroordeelingen heeft opgelopen wegens herha-

contraventions, il sera traduit devant le tribunal correctionnel et puni d'un emprisonnement d'un mois à trois mois et d'une amende de vingt-six francs à six cents francs.

Dans ces cas, les articles 85 et 566 du présent code ne seront point applicables.

ART. 4.

Les mots « et par le même tribunal », qui terminent l'article 565 du code pénal, sont supprimés.

Donné à Villefranche s/m, le 2 mai 1906.

ling van gelijke overtredingen, wordt hij vóór de boetstraffelijke rechtbank betrokken en gestraft met eene gevangenisstraf van ééne maand tot drie maanden en eene geldboete van zes en twintig frank tot zes honderd frank.

In die gevallen zijn de artikelen 85 en 566 van dit wetboek niet van toepassing.

ART. 4.

De woorden « et par le même tribunal » waarmede het artikel 565 van het Strafwetboek sluit, zijn geschrapt.

Gegeven te Villefranche s/m, den 2ⁿ Mei 1906.

LÉOPOLD.

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

Van 's Konings wege :
De Minister van Justitie,

J. VAN DEN HEUVEL.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 8 MEI 1906.

Ontwerp van wet tot verscherping der straffen bij herhaling.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Op de ontoereikendheid der wetsbepalingen betreffende de strafbare herhaling is meermaals gewezen.

De gegevens der statistiek leggen daarvan jaar voor jaar een onrustbarend getuigenis af; zij bewijzen dat de misdaden toenemen en tevens dat de verhouding van recidivisten onder de veroordeelden stijgende is. Nevens de overtreders die voor de eerste maal of bij gelegenheid zondigden, bestaat eene talrijke klasse van misdadigers die aanhoudend met de wet in strijd zijn. De eenen begaan achtereenvolgens inbreuken van verschillenden aard; de anderen, wier misdadige neigingen duidelijker afgeteekend zijn, laten zich kennen door het telkens opnieuw begaan van dezelfde of op zijn minst gelijksoortige inbreuken. Af en toe verschijnen zij vóór de rechters en zoodra hebben zij de gevangenis niet verlaten, of zij hernemen hunne misdadige handelingen. De straf, die onmachtig blijkt om ze te verbeteren, schrikt ze ook niet af. Nog jong zijnde, loopen zij tallooze veroordeelingen op. Dikwijls komen ze tot welingerichte benden bijeen, die een erg gevaar zijn voor de openbare veiligheid.

Tegen dit gevaar, dat destijds minder op den voorgrond trad dan heden, heeft het Strafwetboek van 1867 geene doelmatige wapens verschaft.

Daar het het misdrijf van een te nitsluitend objectief standpunt beschouwt, beseft het niet genoegzaam hoe gevaarlijk de gewoonte-misdadiger is. Zoo spaart het steeds strafverscherping aan hem die, wegens wanbedrijf voorbestraft zijnde, eene misdaad begaat, dan wanneer, bij het plegen eener misdaad van denzelfden aard als het vroegere wanbedrijf, ongetwijfeld de voortdoring, zelfs de ontwikkeling van de slechte neigingen des schuldigen blijkt. In boetstraffelijke zaken wordt de strafbare herhaling afhankelijk gemaakt van het bestaan eener vooraangaande veroordeeling tot één jaar gevangenisstraf, en aldus beveiligt het voor strengere straf een aantal delinquenten, die zich door eene onafgebroken reeks van kleinere wanbedrijven

laten kennen. En nochtans is de wetenschap eenstemmig om te verklaren dat de herhaling van kleinere inbreuken leidt tot gewoonlijk plegen van misdrijven en aldus een erg maatschappelijk gevaar wordt dat met krachtdadige maatregelen moet bestreden worden.

Voegen wij hierbij dat, ook wanneer de vereischten voor de herhaling aanwezig zijn, het den rechter steeds vrij staat, behoudens in een uitzonderingsgeval, de strafverscherping niet toe te passen. Zelfs mag de rechter, dank aan het aannemen van verzachtende omstandigheden, de straffen tot beneden de normale grens, ook wel tot het bedrag der politiestraffen, verminderen. -Daaruit volgt dat al te dikwijls aan verstokte, reeds door tal van veroordeelingen geschandvlekte misdadigers, betrekkelijk zeer geringe straffen worden opgelegd.

De ongenoegzaamheid van het bestaande stelsel springt nog meer in het oog als men rekening houdt met de belangrijke verminderingen welke de door de rechters uitgesproken veroordelingen ondergaan, krachtens de wet van 4 Maart 1870, betreffende de onder het afzonderingstelsel ten uitvoer gelegde straffen.

Eene wetswijziging is dringend geboden. Zij is — zooals gezegd werd — het onontbeerlijk gevolg van de wet op de voorwaardelijke veroordeeling en de voorwaardelijke invrijheidstelling. Inderdaad, zoo de straf moet verzacht worden ten aanzien van delinquenten die toegevendheid verdienen, dan moeten ook de verstokte misdadigers behandeld worden met al de door het maatschappelijk belang gevorderde strengheid.

Ziedaar het doel van het wetsontwerp dat de Regeering U ter overweging aanbiedt. Naar het voorbeeld van het door den heer Minister Le Jeune in 1895 aangeboden ontwerp, dat verviel ten gevolge eener ontbinding der Kamers, maakt het een onderscheid tusschen de algemeene en de speciale herhaling. Wat de eerste betreft, houdt het zich aan de algemeene inrichting der huidige wet, echter met vermindering tot zes maanden gevangenis, in stede van één jaar, van den duur der boetstraffelijke veroordeeling die bestemd is om later wellicht de eerste termijn der herhaling daar te stellen. Het wetsontwerp behoudt voor den rechter het vermogen om de straf te verscherpen zonder hem daaromtrent eene verplichting op te leggen. Inderdaad, wanneer de nieuwe inbreuk van een anderen aard is dan degene die tot de vroegere veroordeeling aanleiding gaf, dan kan het vermoeden van slechtheid, dat de herhaling aankleeft, door de feitelijke omstandigheden worden te niet gedaan. Anderzijds kan de wet, in dergelijk geval, niet bij voorbaat, met genoegzame zekerheid, de meerdere schuld van den persoon beoordeelen en de mate waarin de normale straf voor het nieuwe wanbedrijf, waarvan de aard haar onbekend is, moet verhoogd worden. Anders gaat het in zake van bijzondere herhaling. Hier kent de wetgever op voorhand de inbreuk of dan toch den aard der inbreuk waarop strengere straf te stellen is. Hier bewijst de hervalling ook met meer zekerheid het voortwoekeren der slechte hartstochten. Daarom maakt het ontwerp, in zake van bijzondere herhaling, de strafverscherping verplichtend voor den rechter.

en brengt het de zwaarte der straf in verhouding tot de menigvuldigheid der hervallingen.

De bijzondere herhaling veronderstelt als eersten termijn hetzij eene veroordeeling tot lijfstraf, hetzij eene veroordeeling tot gevangenisstraf van ten minste zes maanden, hetzij drie achtereenvolgende veroordeelingen tot boetstraffelijke gevangenis uitgesproken in den tijd van tien jaar wegens wanbedrijven van denzelfden aard. De tweede termijn is uitgemaakt door eene nieuwe inbreuk — misdaad of wanbedrijf — van denzelfden aard als de vroegere misdaad of de vroegere wanbedrijven, en begaan voor het verstrijken van een bepaalden tijd. Deze verandert naarmate de belangrijkheid van de eerste veroordeeling; hij gaat in met den dag waarop de vroegere straf beëindigd was, door ten uitvoerlegging, door verjaring of door genadeverleening.

Het ontwerp bepaalt de verschillende groepen van inbreuken die, omdat zij of gelijke of gelijksoortige beweegredenen hadden, moeten beschouwd worden als zijnde van denzelfden aard. Die afgrenzing moet door de wet worden bewerkstelligd; met aan den rechter op dit voor den aangeklaagde zoo gewichtige punt vrijheid van beoordeeling te laten, zou men gevaar loopen uiteenlopende beoordeelingen en tegenstrijdige rechtspraak uit te lokken en, als gevolg, ongelijkheid in de rechtsbedeeling en ondoelmatigheid der wet. Het stelsel van het ontwerp komt overigens overeen met de inrichting van het wetboek dat de voorwaarden der herhaling stipt omschrijft.

Het ontwerp, waar het die voorwaarden verbreedt, verhoogt tevens het minimum der straffen die in alle gevallen van bijzondere herhaling van toepassing zijn. In boetstraffelijke zaken wordt de verscherping grooter naarmate den graad der herhaling; echter gaat zij niet verder dan het dubbel van het maximum der normale straf.

Het voordeel der verzachtende omstandigheden wordt in het ontwerp aan de recidivisten niet onthouden. De toepassing van dien algemeenen regel van ons strafrecht kan inderdaad, ook ten hunnen opzichte, in zekere gevallen gewettigd zijn. Maar, naar het voorbeeld van artikel 82 van het huidige wetboek, beperkt artikel 2 de grenzen waarbinnen de rechtbanken, in geval van bijzondere herhaling, de straf kunnen verminderen; te dien einde vult het de artikelen 82 en 85 van het Strafrechtboek aan.

De artikelen 3 en 4 betreffen de herhaling in zake van overtredingen. Hier ook verbreedt het ontwerp de voorwaarden der strafbare herhaling; het vereischt niet langer dat de vroegere veroordeelingen door dezelfde rechtbank werden uitgesproken. De strafverscherping moet, inderdaad, niet afhankelijk zijn van de plaats waar de overtreding begaan werd, maar wel van de menigvuldige herhaling van de dezelfde inbreuk.

Hier, als in boetstraffelijke zaken, legt het ontwerp eene verplichte en stijgende strafverscherping op, maar alleen voor de zwaarste overtredingen.

Er komt, inderdaad, — zooals in de toelichting van het ontwerp van 1893 gezegd is, — een tijd waarop, bij aanhoudende herhaling van gelijke over-

tredingen, de huidige bepalingen van het Wetboek heel en al krachteloos worden. Om daarin te voorzien, stelt het ontwerp, na drie in herhaling opgelopen veroordeelingen tot politie-gevangenisstraf wegens gelijke overtreding, eene vaste politie-gevangenisstraf. Na tien in dezelfde voorwaarden opgelopen veroordeelingen, stelt het eene boetstraf, die genoegzaam gewettigd is door de maatschappelijke stoornis welke talrijke en kort op een volgende hervallingen medebrengen.

In die gevallen, om reden van de veelvuldigheid der inbreuken en van het gering bedrag der straffen, kunnen de verzachtende omstandigheden niet langer worden toegepast.

De Minister van Justitie,

J. VAN DEN HEUVEL.



PROJET DE LOI.

Léopold II,**ROI DES BELGES,***A tous présents et à venir, Salut!*

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions du chapitre V du livre I^{er} du code pénal, concernant la récidive, sont modifiées comme suit :

ART. 54. — Quiconque, ayant été condamné à une peine criminelle, aura commis un crime emportant la réclusion, pourra être condamné aux travaux forcés de dix ans à quinze ans.

Si le crime emporte les travaux forcés de dix ans à quinze ans, le coupable pourra être condamné aux travaux forcés de quinze ans à vingt ans.

Il sera condamné à dix-sept ans au moins de cette peine, si le crime emporte les travaux forcés de quinze ans à vingt ans.

Il sera condamné au maximum de la peine aggravée d'après les dispositions qui précèdent, si la récidive consiste dans la répétition d'un crime de même nature et se produit avant l'expiration de dix ans depuis l'extinction de la peine antérieure.

ART. 54bis. — Quiconque, ayant été condamné à une peine criminelle, aura commis un crime puni de la détention

WETSONTWERP.**Leopold II,****KONING DER BELGEN,***Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!*

Onze Minister van Justitie is belast met in Onzen naam aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL EÉN.

De bepalingen van hoofdstuk V van het Eerste boek van het Strafwetboek, betreffende de herhaling, zijn als volgt gewijzigd :

ART. 54. — Hij die, na tot lijfstraf veroordeeld te zijn geworden, eene met opsluiting gestrafte misdaad pleegt, kan tot dwangarbeid van tien tot vijftien jaren worden veroordeeld.

Indien de misdaad wordt gestraft met dwangarbeid van tien tot vijftien jaren, kan de schuldige tot dwangarbeid van vijftien tot twintig jaren worden veroordeeld.

Hij wordt tot ten minste zeventien jaren van deze straf veroordeeld, indien de misdaad met dwangarbeid van vijftien tot twintig jaren wordt gestraft.

Hij wordt tot het maximum der volgens de voorgaande bepalingen verzwaarde straf veroordeeld, indien de herhaling in het wederplegen van eene gelijksoortige misdaad bestaat en plaats heeft vooraleer tien jaren verlopen zijn sedert de beëindiging van de voorafgaande straf.

ART. 54bis. — Hij die, na tot lijfstraf veroordeeld te zijn geworden, eene met hechtenis van vijf tot tien jaren gestrafte

de cinq ans à dix ans, pourra être condamné à la détention de dix ans à quinze ans.

Si le crime est puni de la détention de dix ans à quinze ans, le coupable pourra être condamné à la détention extraordinaire.

Il sera condamné à dix-sept ans au moins de détention, si le crime emporte la détention extraordinaire.

ART. 54^{ter}. — Quand, après une condamnation à un emprisonnement de six mois au moins ou après trois condamnations successives à l'emprisonnement correctionnel, prononcées à sa charge, en l'espace de dix années, pour délits de même nature, un récidiviste aura commis un crime de la nature du délit ou des délits antérieurs, avant l'expiration de cinq ans depuis l'extinction de sa dernière peine, il sera condamné au maximum de la peine privative de liberté établie par la loi pour ce crime.

ART. 55. — Quiconque, après une condamnation à une peine criminelle, aura commis un délit, pourra être condamné à une peine double du maximum porté par la loi contre ce délit.

La peine ne pourra être inférieure à ce maximum, si le délit est de la même nature que le crime antérieur et s'il a été commis avant l'expiration de dix ans depuis l'extinction de la peine précédente.

ART. 55^{bis}. — Quiconque, après une condamnation à un emprisonnement de six mois au moins, aura commis un nouveau délit avant l'expiration de cinq ans depuis l'extinction de sa peine, pourra être condamné à une peine double du maximum porté par la loi contre le délit.

misdaad pleegt, kan tot hechtenis van tien tot vijftien jaren worden veroordeeld.

Indien de misdaad met hechtenis van tien tot vijftien jaren wordt gestraft, kan de schuldige tot buitengewone hechtenis worden veroordeeld.

Hij wordt tot ten minste zeventien jaren hechtenis veroordeeld, indien de misdaad met buitengewone hechtenis wordt gestraft.

ART. 54^{ter}. — Wanneer, na ééne veroordeeling tot eene gevangenisstraf van ten minste zes maanden of na drie achtereenvolgende veroordeelingen tot boetstrafelijke gevangenis, binnen een bestek van tien jaren, ten zijnen laste uitgesproken wegens gelijksoortige wanbedrijven, een recidivist eene misdaad van den aard van het vroegere wanbedrijf of van de vroegere wanbedrijven pleegt vooraleer vijf jaren verlopen zijn sedert de beeindiging zijner laatste straf, dan wordt hij veroordeeld tot het maximum van de door de wet op die misdaad gestelde vrijheidsstraf.

ART. 55. — Hij die, na eene veroordeeling tot lijfstraf, een wanbedrijf begaat, kan worden veroordeeld tot eene straf, beloopende het dubbel van het maximum, door de wet op dat wanbedrijf gesteld.

De straf kan niet minder dan dat maximum bedragen, indien het wanbedrijf van gelijken aard is als de vroegere misdaad, en indien het begaan werd vooraleer tien jaren verlopen zijn sedert de beeindiging van de voorafgaande straf.

ART. 55^{bis}. — Hij die, na eene veroordeeling tot eene gevangenisstraf van ten minste zes maanden, een nieuw wanbedrijf begaat vooraleer vijf jaren verlopen zijn sedert de beeindiging van zijne straf, kan worden veroordeeld tot eene straf beloopende het dubbel van het maximum door de wet op het wanbedrijf gesteld.

La peine ne pourra être inférieure à ce maximum, si le nouveau délit est de la même nature que le délit antérieur.

ART. 55ter. — Quiconque, après trois condamnations successives à l'emprisonnement correctionnel prononcées, en l'espace de dix années, pour délits de même nature, aura commis un nouveau délit de la même nature, avant l'expiration de cinq ans depuis l'extinction de sa dernière peine, sera condamné au maximum de la peine établie par la loi pour ce délit.

ART. 55quater. — Lorsque, après avoir été condamné dans les conditions de récidive spécifique définies par les articles précédents, le récidiviste aura commis un délit de la même nature avant l'expiration de cinq ans depuis l'extinction de sa peine, la condamnation ne pourra être inférieure au maximum, augmenté de moitié, de la peine fixée par la loi pour ce délit.

Quiconque, après avoir été condamné dans les conditions du paragraphe précédent, aura commis un nouveau délit de la même nature, dans un même délai, sera condamné au double du maximum de la peine établie par la loi pour le nouveau délit.

La même peine sera appliquée à tout nouveau délit de même nature commis ultérieurement dans un même délai.

ART. 55quinquies. — Dans les cas prévus par les quatre articles précédents, le condamné pourra être placé par le jugement ou l'arrêt sous la surveillance spéciale de la police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

ART. 56. — Outre les infractions à une même disposition du présent code, seront considérés comme étant de même

De straf kan niet minder dan dat maximum bedragen indien het nieuwe wanbedrijf van gelijken aard is als het vroegere wanbedrijf.

ART. 55ter. — Hij die, na drie achtereenvolgende veroordeelingen tot boetstraffelijke gevangenis binnen het tijdsbestek van tien jaren uitgesproken wegens gelijksoortige wanbedrijven, een nieuw gelijksoortig wanbedrijf begaat, vooraleer vijf jaren verlopen zijn sedert de beëindiging zijner laatste straf, wordt gestraft met het maximum der door de wet op dat wanbedrijf gestelde straf.

ART. 55quater. — Wanneer, na veroordeeld te zijn geworden in de bij de voorgaande artikelen bepaalde voorwaarden van speciale herhaling, de recidivist een gelijksoortig wanbedrijf pleegt vooraleer vijf jaren verlopen zijn sedert de beëindiging zijner straf, dan kan de veroordeeling niet minder bedragen dan het met de helft verhoogde maximum van de straf door de wet op dat wanbedrijf gesteld.

Hij die, na veroordeeld te zijn geworden in de voorwaarden van de voorgaande paragraaf, binnen hetzelfde tijdsbestek opnieuw een gelijksoortig wanbedrijf pleegt, wordt gestraft met het dubbel van het maximum der door de wet op het nieuwe wanbedrijf gestelde straf.

Dezelfde straf wordt opgelegd bij elk nieuw gelijksoortig wanbedrijf later binnen hetzelfde tijdsbestek begaan.

ART. 55quinquies. — In de bij de vier voorgaande artikelen voorziene gevallen kan de veroordeelde bij het vonnis of het arrest onder het bijzonder toezicht der politie worden geplaatst voor den tijd van ten minste vijf en ten hoogste tien jaren.

ART. 56. — Als gelijksoortig, ten aanzien van de toepassing van de voorgaande bepalingen worden — buiten de

nature au point de vue de l'application des dispositions précédentes :

A. — Les crimes et délits prévus dans un même chapitre du présent code, à l'exception de ceux compris aux chapitres IX du titre V, IV du titre VI, VI du titre VIII du livre II;

B. — Les infractions réunies dans l'une des catégories suivantes :

1º Les crimes ou délits de fausse monnaie, contrefaçon ou falsification, faux, faux témoignage, faux serment, prévus aux cinq premiers chapitres du titre III du livre II;

2º Les crimes ou délits de viol, attentat à la pudeur, prostitution ou corruption de la jeunesse, outrages publics aux bonnes mœurs;

3º Les crimes ou délits de rébellion, homicide et lésions corporelles volontaires, menace d'attentat contre les personnes;

4º Les crimes ou délits de vol, extorsion, banqueroute, abus de confiance, escroquerie, tromperie, recel, fraude, prévus aux chapitres I et II du titre IX du livre II; de détournement commis par des fonctionnaires publics, de falsification de denrées alimentaires prévus aux articles 454 à 456 du présent code.

Art. 57. — Les règles établies pour la récidive seront appliquées, conformément aux articles précédents, en cas de condamnation antérieure prononcée par un tribunal militaire, pour un fait qualifié crime ou délit par les lois pénales ordinaires, et à une peine portée par les mêmes lois.

Si, pour ce fait, une peine portée par les lois militaires a été prononcée, les cours et tribunaux, dans l'appréciation de la récidive, n'auront égard qu'au minimum de la peine que le fait puni par

inbreuken op eene zelfde bepaling van dit wetboek — beschouwd :

A. De misdaden en wanbedrijven in een zelfde hoofdstuk van dit wetboek voorzien, met uitzondering van die welke in de hoofdstukken IX van titel V, IV van titel VI, VI van titel VIII, in het tweede boek zijn vermeld;

B. De inbreuken binnen eene der volgende categorieën samengebracht :

1º De misdaden of wanbedrijven van valsche munt, muntnamaking of -vervalsching, valscheid, valsche getuigenis, meened, in de vijf eerste hoofdstukken van titel III van het tweede boek voorzien;

2º De misdaden of wanbedrijven van verkrachting, feitelijke aanranding van de eerbaarheid, koppelarij of verleiding tot ontucht van de jeugd, openbare zedenschennis;

3º De misdaden of wanbedrijven van wederspanningheid, levensrooving en vrijwillig lichamelijk letsel, bedreiging van geweldpleging tegen de personen;

4º De misdaden of wanbedrijven van diefstal, afpersing, bankbreuk, misbruik van vertrouwen, oplichting, bedriegerij, heling, bedrog, voorzien in de hoofdstukken I en II van titel IX van het tweede boek; van verduistering door openbare ambtenaren gepleegd, vervalsching van eetwaren, in de artikelen 454 tot 456 van dit wetboek voorzien.

Art. 57. — De regelen voor de herhaling gesteld worden toegepast overeenkomstig de voorgaande artikelen, in geval van vóórafgaande veroordeeling uitgesproken door eene militaire rechtbank, wegens een feit dat door de gewone strafwetten als misdaad of wanbedrijf wordt omschreven, en tot eene door dezelfde wetten bepaalde straf.

Indien, wegens dit feit, eene door de militairewetten bepaalde straf werd uitgesproken, letten de hoven en rechtbanken bij de beoordeeling der herhaling, alleen op het minimum der straf, welke

le premier jugement pouvait entraîner d'après les lois pénales ordinaires.

ART. 2.

Les dispositions des articles 82 et 85 du Code pénal sont complétées comme suit :

Art. 82, § 2. — Lorsque, dans les cas de récidive, la loi ordonne l'application du maximum de la peine criminelle aggravée, la cour appliquera le maximum ordinaire de cette peine. Si la loi ordonne l'application du maximum de la peine criminelle ordinaire, la cour appliquera le maximum de la peine immédiatement inférieure.

Art. 85, § 5. — Lorsque la loi fixe le minimum de peine applicable à raison de la récidive, l'emprisonnement et l'amende pourront respectivement être réduits jusqu'à la moitié de ce minimum. Dans ce cas, les paragraphes 2, 3 et 4 du présent article ne seront pas applicables.

ART. 3.

La disposition suivante est ajoutée au code pénal, dont elle formera l'article 564bis :

« Quiconque, ayant encouru antérieurement trois condamnations successives à des peines d'emprisonnement de police pour répétition des infractions prévues aux articles 561 et 563, dans les conditions de l'article 565, commettra de nouveau la même contravention, dans les mêmes conditions, sera condamné, indépendamment de l'amende, à un emprisonnement de neuf jours dans le cas de l'article 561, et à un emprisonnement de douze jours dans le cas de l'article 563.

Si le récidiviste a, dans les conditions ci-dessus indiquées, encouru dix condamnations pour répétition des mêmes

het feit, door het eerste vonnis gestraft, volgens de gewone strafwetten kon medebrengen.

ART. 2.

Het bepaalde in de artikelen 82 en 85 van het Strafwetboek is als volgt aangevuld :

Art. 82, § 2. — Wanneer, in geval van herhaling, de wet het opleggen van het maximum der verzwaarde lijfstraf beveelt, dan legt het Hof het gewone maximum van die straf op. Indien de wet het opleggen van het maximum der gewone lijfstraf beveelt, dan legt het Hof het maximum op van de onmiddellijk daaronder staande straf.

Art. 85, § 5. — Wanneer de wet het minimum der wegens de herhaling oplegbare straf bepaalt, dan kunnen de gevangenisstraf en de geldboete onderscheidelijk tot de helft van dat minimum worden verminderd. In dat geval zijn de paragrafen 2, 3 en 4 van dit artikel niet van toepassing.

ART. 3.

De volgende bepaling is aan het Strafwetboek toegevoegd, waarvan zij het artikel 564bis zal uitmaken.

« Hij die, na reeds vroeger drie achtereenvolgende veroordeelingen tot politiegevangenisstraffen wegens herhaling van de in de artikelen 561 en 563 voorziene inbreuken te hebben opgelopen in de voorwaarden van artikel 565, opnieuw de gelijke overtreding in dezelfde voorwaarden begaat, wordt, behalve tot de geldboete, veroordeeld, in het geval van artikel 561, tot eene gevangenisstraf van negen dagen en, in het geval van artikel 563, tot eene gevangenisstraf van twaalf dagen.

Indien de recidivist, in de boven omschreven voorwaarden, tien veroordeelingen heeft opgelopen wegens herha-

contraventions, il sera traduit devant le tribunal correctionnel et puni d'un emprisonnement d'un mois à trois mois et d'une amende de vingt-six francs à six cents francs.

Dans ces cas, les articles 85 et 86 du présent code ne seront point applicables.

ART. 4.

Les mots « et par le même tribunal », qui terminent l'article 565 du code pénal, sont supprimés.

Donné à Villefranche s/m, le 2 mai 1906.

ling van gelijke overtredingen, wordt hij vóór de boetschappelijke rechtbank betrokken en gestraft met eene gevangenisstraf van ééne maand tot drie maanden en eene geldboete van zes en twintig frank tot zes honderd frank.

In die gevallen zijn de artikelen 85 en 86 van dit wetboek niet van toepassing.

ART. 4.

De woorden « et par le même tribunal » waarmede het artikel 565 van het Strafwetboek sluit, zijn geschrapt.

Gegeven te Villefranche s/m, den 2ⁿ Mei 1906.

LÉOPOLD.

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

Van 's Konings wege :
De Minister van Justitie,

J. VAN DEN HEUVEL.

